

PREFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

A Orléans, le 14 avril 2015

Unité territoriale du Loiret

Installations classées

Société BARDAT

Commune de TRIGUERES
« La Poussetière »

Demande d'autorisation
de poursuivre l'exploitation d'une carrière de
calcaire,
de mettre en service une installation mobile de
concassage-criblage de matériaux et
d'exploiter la plate-forme de stockage
associée,
d'exploiter une installation de transit de
transit, regroupement ou tri de déchets
dangereux ou contenant des substances
dangereuses

Rapport de l'inspection des installations classées

1- PREAMBULE

Par lettre en date du 17/04/2014, Monsieur Tony RENAULT, agissant en qualité de Gérant de la société BARDAT, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Tour de Bourges » à TRIGUERES (45220), sollicite l'autorisation :

- ✓ de poursuivre l'exploitation d'une carrière de craie, sur le même périmètre que précédemment autorisé par l'arrêté préfectoral du 14/06/1999,
- ✓ de mettre en service une installation mobile de concassage criblage de matériaux et d'exercer l'activité de stockage associée,
- ✓ d'exploiter une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses (*fibrociment*) mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'Environnement.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 17/04/2014 et reconnu formellement recevable par l'inspection des installations classées le 14/08/2014.

Au vu de cette demande, du dossier d'enquête publique et des avis des services transmis par M. le Préfet à l'Inspection des Installations Classées, sous bordereau du 26/01/2015, le présent rapport est rédigé en application de l'article R.512-25 du Code de l'Environnement.

.../...

2- OBJET DE LA DEMANDE

2.1 - Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-après.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Affichage
2510-1	A	Exploitation de carrière	Superficie totale : 4 ha 84 a 50 ca <i>dont 2 ha 84 a 55 ca</i> Production maximale : 100 000 t/an <i>Production moyenne : 53 350 t/an</i>	3 km
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'Environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793, <i>la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.</i>	Stockage temporaire de déchets de fibrociment Quantité inférieure à 10 tonnes.	3 km
2515-1b	E	Installations de broyage, concassage, criblage, [...] de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2, <i>La puissance installée des installations étant supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW.</i>	Installation mobile de concassage et de criblage de matériaux Puissance installée : 258 kW	/
2517	NC	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, <i>p.m. la superficie de l'aire étant supérieure à 5 000 m² mais inférieure ou égale à 10 000 m² => D</i>	Stockage temporaire de gravats et de béton Superficie inférieure à 5 000 m² <i>(10 000 t/an au maximum, soit 4 000 m³)</i>	/
2713	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, <i>p.m. la surface étant supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m² => D</i>	Stockage temporaire de ferrailles (armatures de béton armé) Surface de 10 m² au maximum	/
2714	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710 et 2711, <i>p.m. le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ => D</i>	Stockage temporaire de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois Volume de 10 m³ au maximum	/
2716	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719, <i>p.m. le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ => DC</i>	Stockage temporaire de déchets de plâtre Volume de 5 m³ au maximum	/

A : Autorisation / NC: installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A / E : Enregistrement

Pour mémoire, les opérations suivantes, qui seraient classables au titre de la loi sur l'eau si elles étaient exercées seules, seront, en application des articles L.214-1 et L.214-7 du code de l'environnement, réglementées par les prescriptions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement dont elles dépendent :

Rubrique	Désignation	Activité	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Réalisation de piézomètres de surveillance	D

2.2 - Description de l'établissement et historique administratif

La société BARDAT est une entreprise de travaux publics qui a été créée en 1988. Elle a pour principales activités les travaux publics, le transport, la location de matériels. Elle emploie actuellement 7 personnes.

Elle est également spécialisée dans l'extraction, la préparation et la commercialisation d'amendements agricoles. Implantée à TRIGUERES, elle y exploite 2 carrières de calcaires marneux :

- ✓ la première, au lieu-dit « La Tour de Bourges », autorisée pour la première fois le 12/08/1976, puis par arrêtés préfectoraux successifs du 10/06/1986 (*renouvellement et extension*), du 5/10/1992 (*renouvellement et extension*) et enfin du 20/05/2008 ;
- ✓ la seconde, objet du présent rapport, au lieu-dit « La Poussetière », initialement autorisée par arrêté préfectoral du 14/06/1999 pour une durée de 15 ans.

Ce sont les deux seuls sites d'exploitation de ce type autorisés dans le Loiret. Les matériaux extraits sont destinés à relever le pH des sols, à raison de 2,6 à 7 t/ha selon la proportion d'argiles présente dans le sol. Ils approvisionnent les exploitants agricoles locaux ou ceux des départements voisins.

Compte tenu des estimations du gisement restant à exploiter et du rythme d'exploitation moyen projeté, l'autorisation est sollicitée pour une durée de 25 ans, dont 5 années seront consacrées au remblaiement du site et à sa remise en état finale.

L'entreprise BARDAT détient, par contrat de forage, la maîtrise foncière des terrains concernés, qui appartiennent à la SCI La Poussetière.

2.3 - Présentation du projet

➤ Localisation

Le projet est implanté sur le territoire de la commune de TRIGUERES, lieu-dit « La Poussetière », au Nord-Ouest du bourg.

Situé en limite communale et sur le coteau, il porte sur une seule parcelle cadastrée section ZK n°37, dont la superficie totale représente 4 ha 84 a 50 ca. 2 ha 84 a 55 ca restent à exploiter et sont actuellement occupés par des prairies semées, anciennement cultivées.

L'emprise du projet est entourée par un thalweg¹ boisé au Nord-Ouest, des cultures à l'Ouest et à l'Est, la ferme de « La Poussetière » et les premières habitations de Triguères au Sud (*cf. plan de localisation joint*).

Les abords présentent un relief modéré, marqué par des collines aux formes arrondies et un paysage de bocage caractéristique de la région du Gâtinais, avec une prédominance de larges parcelles cultivées et de bois tout autour.

La carrière se situe en rive droite de l'Ouanne, qui s'écoule à 286 m au Sud du projet, et son affluent au cours intermittent, le Ru de la Dardenne, à 500 m à l'Ouest. La cote topographique du val de l'Ouanne n'excède pas 115 m NGF, celle du plateau est à plus de 175 m NGF. La cote des terrains de la carrière varie entre 135 m NGF et 166 m NGF au maximum. Aucun cours d'eau ou fossé ne traverse les parcelles concernées.

Compte tenu de sa situation topographique en bordure de plateau, le site ne capte pas de ruissellement significatif. Le projet de carrière est situé en dehors du lit majeur et de l'espace de mobilité des cours d'eau.

Un bourg important ainsi que de nombreuses fermes et hameaux isolés constituent l'habitat communal. Dans un rayon de 300 m autour du projet, on trouve une quarantaine d'habitations, dont trois d'entre elles sont situées respectivement à 82 m et à 97 m de la limite exploitable.

2.4 Conduite de l'exploitation

➤ Découverte du terrain

La découverte peut atteindre une épaisseur maximale de 8 m, constituée de 7,80 m de stériles sous 0,20 m de terre végétale.

Le volume de terre végétale représente 7 930 m³ celui des stériles d'exploitation 198 250 m³.

➤ Extraction du gisement

Le gisement, constitué de calcaires tendres, présente une épaisseur maximale de 25 m. L'épaisseur moyenne exploitable est estimée à 15 mètres.

Les travaux ont lieu à ciel ouvert, en fouille sèche, par campagnes réalisées entre les mois d'avril et de novembre. Ils seront réalisés sur 2 fronts, au moyen d'un boueur/ripper qui griffe la craie de haut en bas pour la décompacter.

La nappe sous-jacente concernée par le projet est celle de la craie, exploitée pour l'alimentation en eau potable du secteur. Le niveau des plus hautes eaux de cette nappe au droit du site oscille entre 133 m NGF en limite Sud-Ouest et 137 m NGF en limite Nord-Est (*135 m NGF au centre de la carrière*).

¹ Ligne joignant les points les plus bas du fond d'une vallée.

Le carreau de la carrière sera maintenu d'au moins 2 m au-dessus du niveau le plus haut de la nappe, soit aux cotes de 135 m NGF en limite Sud-Ouest et de 139 m NGF en limite Nord-Est.

Le volume de matériaux restant à extraire est estimé à 1 067 062 t, soit environ 426 825 m³.

La production annuelle prévue est de 100 000 tonnes au maximum (53 350 t/an en moyenne).

➤ Traitement et destination des matériaux

La craie abattue est reprise au chargeur puis transportée par camions jusqu'à l'installation de criblage située sur l'autre carrière de l'entreprise, distante d'environ 1 km.

Après traitement, elle est destinée à l'amendement agricole (*marne*). Les sous-produits issus du traitement de la craie seront utilisés comme matériaux de remblais ou de blocage par les entreprises locales ou sur les chantiers de l'entreprise BARDAT.

Par ailleurs, une aire spécifique permettra le tri et le stockage, avant évacuation ou réutilisation, de déchets provenant de chantiers de démolition (*briques, béton armé ou non, fibrociment, plâtre, papier, bois, textiles..*), de terrassement (*terres, graves naturelle, cailloux...*) et de métaux issus du déferailage du béton armé. La surface de cette plate-forme ne dépassera pas 5 000 m² et permettra le stockage de 10 000 t/an (4 000 m³/an) de matériaux au maximum.

Concernant spécifiquement les déchets de fibrociment, leur stockage restera inférieur à 10 t/an et sera réalisé au moyen de bigs-bags d'un volume unitaire de 1 m³.

Une installation mobile de concassage des gravats et des déchets de béton, fonctionnant par campagnes de quelques semaines par an, permettra de produire au maximum 19 000 t/an de granulats recyclés (7 600 m³). Ces produits seront utilisés comme graves pour la réalisation de sous-couches de routes, de remblais sous plates-formes ou pour des travaux de voirie.

Les déchets inertes qui ne pourront pas être recyclés seront utilisés pour remblayer la carrière.

La zone de chalandise est circonscrite dans un rayon d'une centaine de kilomètres autour de la carrière pour l'amendement agricole, de quelques dizaines de kilomètres pour les autres produits.

➤ Accès

L'évacuation des matériaux se fait directement par un chemin privé jusqu'à la voie communale n°12, pour rejoindre la D943. Les camions traversent le bourg de Triguères pour rejoindre le site de traitement en empruntant la D162, puis la voie communale n°10.

➤ Remise en état du site

L'excavation sera progressivement et partiellement remblayée en pente douce, depuis la cote de 135 m NGF (*cote de la plate-forme*) jusqu'à la cote 142 m NGF au droit du front Est, à l'aide des stériles d'exploitation et d'apports extérieurs de matériaux de remblais inertes.

La plate-forme aménagée dans l'angle Sud-Ouest du site sera conservée en l'état.

Les fronts de taille, ayant atteint leur position définitive, seront purgés et en partie conservés pour permettre une colonisation naturelle de la faune cavernicole et de la flore saxicole².

Après régallage de la terre végétale, les terrains seront reboisés avec des essences locales pour permettre la réinsertion des terrains dans le contexte paysager du secteur.

2.5 Servitudes

➤ Documents d'urbanisme

Le projet est situé en zone NC du PLU de la commune de TRIGUERES qui y autorise l'exploitation de carrières.

➤ Captages d'alimentation en eau potable

La nappe de la Craie, drainée localement par le réseau hydrographique, est captée pour l'Alimentation en Eau Potable (AEP) au niveau de la source du Livernais (Craie et alluvions de l'Ouanne), située à 1 500 m en aval hydraulique de la carrière, sur la commune de TRIGUERES. Le projet est inclus dans le périmètre de protection éloigné de ce captage.

➤ Patrimoine naturel

Le projet ne concerne aucune zone NATURA 2000. Aucune espèce de flore patrimoniale n'y a été observée, il n'y aura pas destruction de zone humide. Il ne s'inscrit dans aucun périmètre de protection de monuments historiques. Des vestiges archéologiques peuvent être présents dans les zones restant à exploiter.

² Se dit d'une espèce se développant sur les rochers.

➤ Servitudes techniques

Il n'y a pas d'ouvrage de transport de gaz ou d'électricité dans l'emprise du projet ou à proximité, et aucune autre servitude technique n'est recensée aux abords du projet.

3- PROCEDURE D'INSTRUCTION

3.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis, le 23/10/2014, un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter qui a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis a conclu que l'examen des effets du projet sur l'environnement, la justification quant à la prise en compte des objectifs de protection de l'environnement, la définition des mesures de suppression ou de réduction des incidences du projet sur l'environnement, sont représentatifs et en relation avec l'importance des risques engendrés, malgré certaines imprécisions méthodologiques sur l'évaluation des risques sanitaires qui ne remettent cependant pas en cause l'avis émis par l'ARS.

3.2 Enquête publique

Prescrite par arrêté préfectoral du 23/09/2014, l'enquête publique a été initialement prévue du 27/10 au 29/11/2014 inclus, sur le territoire des communes de TRIGUERES, CHATEAU-RENARD, CHELLES et DOUCHY après publications légales de l'avis dans la presse et affichage en mairies et sur le site.

Toutefois, la publication dans deux journaux locaux annonçant l'ouverture de l'enquête publique, prescrite par l'arrêté préfectoral sus-visé, n'a pas été effectuée dans le délai maximal de 15 jours précédant le début de cette enquête, conformément à l'article R.123-11 du Code de l'Environnement. Ce qui a nécessité de décaler l'enquête publique, qui a été reportée, par arrêté préfectoral du 17/10/2014, du 19/11 au 19/12/2014 inclus.

Aucun incident ne s'est produit durant l'enquête publique. Le commissaire enquêteur a fait connaître que 17 observations ont été déposées dans le registre ouvert à la mairie de TRIGUERES. Aucun courrier ne lui a été transmis par voie postale. 3 personnes sont venues consulter le dossier en mairie, en dehors des trois permanences du Commissaire-Enquêteur.

Les observations formulées portent essentiellement sur :

- les envols de poussières lors du passage des camions sur la piste d'accès,
- le stockage de déchets de fibrociment sur le site, provenant du recyclage des déchets inertes mal triés,
- le bruit,
- le trafic routier et la voirie.

Le procès-verbal d'examen des registres des communes concernées par l'enquête publique du commissaire enquêteur a été notifié le 16/01/2015 à l'exploitant.

3.3 Réponses apportées par le pétitionnaire

La société BARDAT a transmis un mémoire en réponse aux observations et demandes de précisions formulées par le Commissaire Enquêteur, dont les principaux éléments sont repris ci-dessous :

➤ Amiante liée / Déchets inertes

Les observations formulées sur le transit et le tri de déchets inertes donnent l'impression que cette activité serait plus importante que l'exploitation de carrière. Le pétitionnaire précise à cet égard que son **objectif essentiel** est bien d'**obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitation de la marne**.

La remise en état de la carrière nécessite l'apport de remblais pour pouvoir recréer un profil topographique satisfaisant permettant une bonne insertion du site dans le paysage après exploitation.

La réglementation actuelle rend nécessaire de prendre en compte, de façon exhaustive, l'ensemble des produits pouvant être présent dans les déchets de démolition et de terrassement admis sur le site (*ferrailles, papiers/cartons, plastique, bois, plâtre*), de prévoir leur traitement et leur élimination. Les quantités de ces produits étant très réduites, la plupart des rubriques sont non classées au titre de la nomenclature des installations classées.

S'agissant des déchets de fibrociment, le pétitionnaire précise qu'il convient de faire la distinction entre :

- les déchets d'amiante liée : l'amiante est liée à un support inerte (*ciment, plastique, revêtement routier...*) qui à moins d'être réduit en débris, ne laisse échapper que très peu de fibres,
- les déchets d'amiante libre : ce sont notamment les déchets de matériaux friables, seuls ou mélangés, les déchets de matériels et d'équipements (*sacs d'aspirateur, bâches, films, chiffons, EPI...*) les poussières, les débris, les boues pouvant contenir de l'amiante.

En aucun cas, il n'y aura d'amiante libre sur le site. Les seuls déchets d'amiante liée seront constitués de fibrociment, qui ne seront pas utilisés pour remblayer l'excavation, ni concassés.

Le fibrociment sera stocké dans des big-bags, d'une capacité unitaire de 1 m³, homologués et marqués « amiante », constitués de toile polypropylène tissée, équipés d'une jupe de fermeture, d'une sache intérieure et de 4 sangles de levage.

L'évacuation de ces déchets vers la décharge de classe II de Saint Aignan des Gués se fera par chargement de 10 m³ : la société BARDAT sollicite donc l'autorisation de stocker jusqu'à 10 bigs-bags qui feront l'objet d'un enlèvement 2 à 3 fois/an. Ces conditionnements, évitant la libération de fibres pendant la manutention, le transport et le déchargement, seront chargés dans un big-bag d'une plus grande capacité. L'examen de l'intégrité des emballages à leur réception, la manutention et la dépose avec précaution des déchets feront l'objet d'une attention particulière.

S'agissant du transport, le pétitionnaire précise que la réglementation distingue également l'amiante liée de l'amiante libre : seule cette dernière catégorie est soumise au respect du règlement du Transport des Matières Dangereuses par Route (TMDR).

La société BARDAT rappelle que les **seuls déchets inertes admis** sur le site pour remblayer l'excavation sont ceux visés aux pages 190/191 de son dossier, à savoir **stériles d'exploitation du site même, béton, briques, tuiles et céramiques seules ou en mélange, terres et cailloux**. Une procédure d'acceptation et de contrôle des apports extérieurs sera déclinée dès la mise en service du site.

Enfin l'une des observations émises dans le registre d'enquête concernait la réception des déchets inertes sur le site de « la Tour de Bourges », leur traitement sur place, puis la reprise de la partie inerte pour la transporter sur le site de la Poussetière.

A cette proposition, la société BARDAT répond que cette solution n'est pas acceptable économiquement car la proportion des inertes utilisés pour le remblayage de la carrière représente l'essentiel des apports annuels.

En effet, réceptionner les apports extérieurs à la « Tour de Bourges » pour un tri, puis leur rechargement et un nouveau transport occasionnerait un **surcoût trop important** (*en rapport avec les manipulations supplémentaires de rechargement et de transport*), mais également **des impacts dus aux passages supplémentaires dans le bourg** pour rejoindre « La Poussetière ».

➤ Poussières

La société BARDAT précise que l'essentiel des poussières émises par l'activité de la carrière provient de la circulation des camions sur le chemin d'accès lors des périodes sèches (fin avril-fin juillet).

Pour pallier cet impact, la société BARDAT a proposé au Conseil Municipal, lors de sa réunion du 12/12/2014, la mise en place d'un système d'arrosage afin d'humidifier le chemin lorsque cela sera nécessaire et aussi fréquemment qu'il le faudra. Une tonne à eau équipée d'une rampe sera utilisée en attendant le raccordement au réseau.

La société BARDAT précise par ailleurs qu'il n'a jamais été envisagé de goudronner le chemin d'accès : compte tenu de la longueur du chemin (*de l'ordre de 300 m*), un tel aménagement représenterait un budget trop important au regard de l'activité et n'empêcherait pas la poussière. La longueur du chemin permet le « décrottage » des roues des véhicules avant l'accès à la voirie. Un dispositif de lavage de roues n'est pas nécessaire dans le cas présent ; il s'imposerait si la carrière débouchait directement sur la voirie.

Le pétitionnaire précise aussi que ce chemin est également utilisé par les exploitants agricoles pour l'accès aux cultures voisines et à la partie du parcellaire non encore mise en exploitation.

Enfin, les camions transportant l'amendement calcaire criblé (depuis le site de « La Tour de Bourges ») sont effectivement bâchés, pour éviter l'envol des matériaux pendant leur transport. Cette mesure n'est pas nécessaire pour le transport des déchets inertes ou la marne brute, compte tenu de la granularité et de l'humidité relative de ces matériaux.

➤ Bruit

La société BARDAT précise, dans son mémoire, que le groupe mobile de concassage-criblage, d'une puissance de 258 kW, n'interviendra que lorsque le stock de gravats et de béton sera suffisamment important afin de rendre l'opération financièrement acceptable. Il fonctionnera par campagnes de 2 à 3 semaines, tous les 2 ou 3 ans. Il sera installé sur le carreau de la carrière. La présence des stocks de matériaux autour de cet équipement constituera autant d'obstacles contribuant à réduire fortement l'impact sonore.

Un contrôle des niveaux de bruit émis par les installations sera réalisé lors de la première mise en service de celles-ci.

➤ Trafic routier/voirie

L'extraction a lieu généralement d'avril à septembre, en période sèche, voire également lors des périodes de gel. La production maximale annuelle restera identique à celle de la précédente autorisation. L'évacuation des matériaux vers le site de « La Tour de Bourges » sera plus importante de fin avril à mi-juillet. La circulation pourra représenter jusqu'à une trentaine d'allers et retours, certains jours, comme précédemment (14 véhicules/j en moyenne).

La société BARDAT indique que seul le redimensionnement du débouché de la voie communale a été réalisé, mais ignore pourquoi la limite d'agglomération n'a pas été déplacée par le service départemental concerné. La signalisation réglementaire est manquante et doit être remise en place.

Quant à la détérioration de la bande de roulement signalée, celle-ci ne semble pas imputable au seul passage des camions de l'entreprise : une dégradation identique est visible de l'autre côté de la chaussée alors qu'aucun camion de la carrière n'y circule. La société BARDAT indique néanmoins qu'elle va se rapprocher de la municipalité pour préciser ce qui doit être fait.

3.4 Avis du Commissaire Enquêteur

Le Commissaire-Enquêteur considère que le mémoire en réponse du pétitionnaire apporte des précisions aux observations du public et répond aux principales questions qu'il a posées. Dans ses conclusions en date du 19/01/2015, annexées à son rapport, il émet un avis favorable, assorti des deux réserves suivantes :

- La mise en œuvre du système d'arrosage de la piste d'accès pour limiter les envols de poussières devra être réalisée avant de reprendre l'exploitation de la carrière ; l'impact environnemental de cette mesure (*consommation d'eau, nécessité éventuelle d'un forage...*) devra être prise en compte.
- L'arrêté préfectoral du 14/06/1999 autorisant l'exploitation de la carrière prévoyait dans son article 3.3 le déplacement de la limite d'agglomération jusqu'au carrefour, ainsi que la mise en place d'une signalisation réglementaire annonçant la sortie de camion : ces aménagements n'ont pas été réalisés, le commissaire enquêteur demande que ces travaux, s'ils sont repris dans le nouvel arrêté préfectoral, soient mis en œuvre sans délai par les acteurs concernés.

3.5 Avis des conseils municipaux

Au jour de la rédaction du présent rapport, seule la délibération du conseil municipal de TRIGUERES, en date du 12/12/2014, a été reçue. Il émet un avis favorable au dossier, après que le pétitionnaire se soit engagé :

- au regard de la rubrique 2718-1 relative « aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses mentionnées à l'article R.511-10... », à ne stocker que des déchets de fibrociment pour une quantité inférieure à 10 tonnes, et rien d'autre,
- à installer un système d'arrosage automatique pour limiter la poussière ainsi qu'un panneau de limitation de vitesse pour les chauffeurs des transports,
- dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines, à faire réaliser 2 prélèvements par an.

L'avis des autres communes concernées (CHATEAU-RENARD, CHUELLES et DOUCHY) par le projet n'est pas connu à la date de rédaction du présent rapport.

Nota : Par mail du 05/03/2015, le pétitionnaire a transmis au service instructeur la délibération du Conseil Municipal de TRIGUERES, en date du 16/02/2015, qui décide de solliciter les services de la DDT pour le déplacement des panneaux d'agglomération sur la D943, au lieu-dit « Le Bréau ». Deux panneaux « Sortie de camions » seront également placés à proximité de l'intersection de la D943 avec la voie communale n°12.

L'entreprise BARDAT indique également avoir pris l'attache du Conseil Général (Direction de l'Ingénierie et des Infrastructures) qui précise, dans son courrier du 02/03/2015, que :

- le déplacement des panneaux de limite d'agglomération est assuré par les services du Conseil Général après délibération et rédaction d'un arrêté modificatif émanant du Conseil Municipal,
- la fourniture et la pose de panneaux signalant une sortie de poids lourds est à la charge du pétitionnaire, après avis et instruction d'une permission de voirie instruite par ses services.

Pour autant, la Direction de l'Ingénierie et des Infrastructures estime que la pose de cette signalisation n'est pas justifiée, s'agissant d'une sortie de voie communale et non d'une sortie de carrière directement sur la route départementale n° 943.

3.6 Avis des services consultés

Les services consultés en application de l'article R.512-21 du Code de l'Environnement ont émis les avis suivants :

➤ ARS (Agence Régionale de Santé)

Avis favorable en date du 29/09/2014.

S'agissant de déchets amiantés stockés en attendant leur mise en décharge, l'ARS précise que leur élimination doit être réalisée en respect avec le Code de l'Environnement. La gestion de ces déchets doit faire l'objet de pratiques appropriées afin de ne pas être source de pollution environnementale et d'exposition pour les salariés. La manutention doit permettre de maintenir l'intégrité des matériaux (pas de bennage, de poussage par engins). Le dossier ne précise pas si ces derniers sont conditionnés. Les personnels doivent bénéficier d'un encadrement technique et/ou formation afin d'appliquer correctement les modes opératoires requis par la réglementation.

Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport.

➤ SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours)

Avis favorable en date du 21/10/2014 sous réserve du respect des dispositions suivantes :

- respecter les éléments présentés au dossier,
- assurer en tout temps l'accès des engins incendie,
- s'assurer que chaque engin sur le chantier possède des extincteurs à bord afin de combattre tous feux naissants,
- prévoir un moyen d'alerte sur site (téléphone, radio, ...).

Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport.

➤ DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles – Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Loiret)

Un arrêté portant prescription de diagnostic archéologique préalable à la réalisation du projet d'exploitation a été pris en date du 07/10/2014. A la date de rédaction du présent rapport, les travaux n'ont pas été réalisés.

3.7 Autres avis

➤ INAO (Institut National de l'Origine et de la Qualité)

Dans son courrier du 07/10/2014, l'INAO indique que la commune de TRIGUERES est située dans l'aire géographique des IGP « Val de Loire », « Volailles du Gâtinais » et « Volailles de l'Orléanais ». L'activité projetée dans le cadre du projet n'ayant aucune incidence sur les IGP concernées, l'INAO n'a en conséquence aucune objection à formuler à son encontre.

4- MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT

4.1 Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

➤ Protection des eaux

Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé pour les besoins de l'exploitation. La perméabilité des terrains permettra l'infiltration des eaux pluviales. Aucun rejet direct dans le réseau hydrographique n'est envisagé.

Le traitement des matériaux extraits ne sera pas réalisé sur le site.

Les mesures existantes seront maintenues, à savoir principalement :

- opérations ponctuelles de manipulation d'hydrocarbures et d'entretien des engins sur une aire étanche équipée d'un déshuileur-dégraisseur ,
- mise à disposition de matériel d'intervention (de type kit anti-pollution),
- entretien régulier du matériel.

Les apports extérieurs destinés au réaménagement du site seront uniquement constitués de stériles d'exploitation et matériaux inertes (*béton, briques, tuiles et céramiques, terres et cailloux*). Ces derniers feront l'objet d'une procédure de contrôle de leur qualité avant mise en remblai de manière à garantir l'utilisation de matériaux strictement inertes, déclinée comme suit :

- chaque chargement sera accompagné d'un bordereau de suivi indiquant la nature, la quantité et la provenance des matériaux,
- un registre sera tenu à jour pour consigner ces informations ainsi que le résultat du contrôle visuel et le cas échéant le motif du refus, les zones de remblais en référence à un plan topographique.

Afin de permettre la surveillance de ces mesures de protection, un suivi quantitatif et qualitatif des eaux sera effectué 2 fois/an, en période de basses eaux et de hautes eaux, au moyen de deux piézomètres que le pétitionnaire propose d'installer en amont et en aval hydraulique du site. Les paramètres surveillés seront principalement sur les hydrocarbures totaux, le pH, la conductivité, la Demande Chimique en Oxygène (DCO) et les Matières en Suspension (MES).

L'ensemble de ces dispositions est repris dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport.

➤ Prévention et protection contre les envols de poussières

Par temps sec, les envols de poussières pourront se produire lors du passage des camions sur le chemin d'accès ou des pistes. Compte tenu de l'humidité relative des matériaux, le pétitionnaire estime que les merlons disposés en bordure permettront d'en limiter la dispersion rendant inutile l'arrosage des voies de circulation internes.

Le nettoyage de la voirie aux abords de la carrière sera réalisé par l'entreprise BARDAT autant que nécessaire.

Par ailleurs, la hauteur des stocks sera abaissée pour éviter l'envol de poussières.

➤ Prévention des nuisances sonores

Les horaires de fonctionnement de la carrière seront les suivants :

- de janvier à avril, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, du lundi au jeudi, fermeture à 16 h 30 le vendredi,
- de mai à septembre, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h, du lundi au vendredi,
- d'octobre à décembre, de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, du lundi au jeudi, fermeture à 16 h 30 le vendredi.

Il n'y aura pas d'activité sur le site en dehors de ces horaires, ni les week-ends et jours fériés.

Les bruits émis par le site proviendront principalement du roulage des véhicules sur les pistes (engins, camions), de l'activité des engins sur la zone d'extraction et la plate-forme de tri, du fonctionnement de l'installation mobile de concassage du béton.

Les engins utilisés sont conformes à la réglementation en vigueur en matière de bruit.

La disposition des stocks de matériaux sur le carreau contribuera à réduire l'impact sonore des activités exercées.

L'émergence du bruit lié aux activités de la carrière a été mesurée au niveau des habitations les plus proches. Les résultats enregistrés montrent que, sans disposition particulièrr, les limites d'émergences fixées par la réglementation ne sont pas dépassées au niveau de celles-ci, de même qu'en limite de propriété.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport prescrit la vérification de l'efficacité de ces dispositions par la réalisation d'un contrôle des niveaux sonores dans l'environnement du site dans les six mois suivant sa notification.

➤ Protection de la faune et de la flore

Aucune espèce de flore patrimoniale n'a été observée dans l'emprise du projet. Quant à la faune, aucune des espèces observées n'est estimée sensible. Il n'y pas lieu de proposer de mesures d'accompagnement.

Toutefois, afin de limiter l'impact sur les espèces nicheuses en milieu ouvert, les travaux de décapage seront réalisés après le mois d'août et avant celui d'avril.

Cette disposition est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation joint au présent rapport.

➤ Préservation des paysages

Le haut du front de taille sera partiellement visible depuis les axes secondaires, en vue lointaine notamment. En revanche, compte tenu des boisements présents, les engins utilisés et les stocks présents sur le site seront totalement invisibles depuis l'extérieur de la carrière.

Les mesures d'intégration paysagère prévues par la société BARDAT sont les suivantes :

- création de merlons, d'une hauteur maximum de 2 mètres, en particulier en bordure de la zone d'extraction,
- végétalisation rapide de ces nouveaux merlons,
- stockage systématique des matériaux sur le carreau de la carrière,
- entretien du chantier et de ses abords.

➤ Garanties financières

Les garanties financières sont exigées par l'article L.516-1 du Code de l'Environnement.

Pour les installations classées concernées par l'arrêté ministériel du 31/05/2012 modifié, le montant des garanties financières permet d'assurer la mise en sécurité du site conformément à l'article R.512-39-1 du même code et le cas échéant, la prise en charge des mesures de gestion de la pollution de sols et des eaux souterraines.

Pour les carrières, elles correspondent au coût des travaux de remise en état s'ils étaient réalisés par une entreprise extérieure, et non par l'exploitant lui-même. Cette obligation est destinée à permettre la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de remise en état du site après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant.

a) Stockage de déchets dangereux

Le projet est concerné pour le stockage de déchets de fibrociment en bigs-bags (*rubrique 2718 de la nomenclature des ICPE*), qui seront pris en charge par le CSDND³ de SAINT AIGNAN DES GUES.

Le calcul du montant des garanties financières à constituer au regard de cette activité, doit notamment prendre en compte le coût relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site, la quantité totale de déchets dangereux à éliminer (*en l'occurrence 10 tonnes de fibrociment*), le coût de transport associé, la distance entre le site et le centre de traitement ou d'élimination de ces déchets. L'ensemble des éléments étant calculé suivant les valeurs de l'indice TP01 de mai 2009 (616,5), du dernier indice TP01 connu à ce jour (*septembre 2014 : 700,5*), du taux de TVA applicable au 1^{er}/01/2009 et de celui applicable à ce jour.

➔ Soit au final, un montant à garantir pour l'activité de stockage de fibrociment de 28 270 €.

Cependant, comme prévu par l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, cette obligation de garantie financière ne s'applique pas dès lors que son montant n'excède pas la somme de 75 000 €.

b) Carrières

Le montant est déterminé selon les règles de calcul définies dans l'arrêté du 9 février 2004 modifié en prenant comme référence les mêmes indices que ci-dessus.

Au jour de l'autorisation, il y aura 25 années d'exploitation à garantir (*dont 5 consacrées à la remise en état finale*) qui comprendront 5 périodes de 5 ans.

A chaque période quinquennale correspond un montant de garanties financières représentant le coût maximal de la remise en état du site au sein de cette période.

Périodes	S1 (ha) (C1 = 15 555 €/ha)	S2 (ha) (C2 = 36 290 €/ha pour les 5 premiers ha, 29 625/ha pour les 5 ha suivants, 22 220 €/ha au-delà)	S3 (ha) (C3 = 17 775 €/m)	TOTAL en € (TTC)
1	0.8877	0.7938	0.400	56 488 €
2	0.7445	0.8287	0.196	51 277 €
3	0.7641	0.8790	0.247	54 727 €
4	0.7867	0.9167	0.244	56 119 €
5	0.6290	0.7334	0.186	45 105 €

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces découvertes et des surfaces en exploitation diminuée des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état.

Eu égard au projet, le montant à prendre en compte pour la 1^{ère} période d'exploitation est de **56 488 €**.

4.2 Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

➤ Hauteur des stockages

La hauteur des tas de terre végétale sera limitée à 2 m afin de préserver leur qualité agronomique.

La hauteur des stocks de matériaux de remblais et/ou de béton à recycler sera limitée à 5 mètres de manière à assurer l'intégration du projet dans le paysage.

➤ Bruit

Les points de mesures de bruit proposés dans le dossier seront complétés par les trois points suivants :

- au Sud-Ouest, à 82 m des limites d'extraction, au niveau de l'habitation du chemin rural de Courtenay à Triguères,
- au Sud, à 82 m des limites de l'extraction au niveau de l'habitation de la rue Picard et à 97 m l'habitation du chemin de la Poussetière.

➤ Eaux et milieux aquatiques

Le niveau d'enjeux de ce dossier, du point de vue de la gestion et de la préservation de la ressource en eau, est relativement élevé.

La carrière exploite les formations de la Craie à 2 m du toit de la nappe, dans un contexte géologique très transmissif. Elle se situe dans le périmètre éloigné du captage AEP de TRIGUERES qui capte la Craie à 1,5 km en aval hydraulique. Par ailleurs, ce captage a été classé « prioritaire Grenelle » en raison de sa contamination des substances phytosanitaires. Le taux de nitrates est lui aussi assez élevé (30 à 40 mg/L). Le projet de carrière est inclus dans le projet de BAC de ce captage (*étude ICF Environnement de mars 2011*).

L'étude d'impact conclut à l'absence d'effets potentiels du projet de carrière sur la qualité des eaux souterraines alimentant le captage AEP de TRIGUERES. Ce constat repose sur une piézométrie des hautes eaux de la craie de 1988 (BRGM), qui situe le projet de carrière en périphérie immédiate du bassin souterrain d'alimentation du captage. Il est à noter que cette limite, issue d'une modélisation, reste approximative. De plus, le tracé de la crête piézométrique peut varier localement en fonction du contexte hydrogéologique : en se référant à d'autres piézométries existantes (*par ex. basses eaux de 1988, BRGM*), le projet semble inclus dans le bassin souterrain d'alimentation du captage AEP.

Le projet de carrière respecte les prescriptions générales du rapport de l'hydrogéologue agréé et de l'arrêté de déclaration d'utilité publique relatives à ce périmètre (*notamment, aucun rejet d'eaux usées et aucun stockage d'hydrocarbures*). Néanmoins, certaines incidences propres à l'activité des carrières sont à prendre en compte, à savoir :

- le risque de pollution accidentelle par les hydrocarbures des engins de chantier ;
- le risque de pollution de la nappe par une mise en remblai de matériaux non-inertes ;
- l'accroissement de la vulnérabilité de la nappe aux pollutions diffuses d'origine agricoles, en raison d'une importante réduction de l'épaisseur de la zone non saturée, et d'une connaissance approximative du niveau de la nappe.

Il convient donc :

- dans le cadre du suivi de la qualité de la nappe, de compléter les substances surveillées par les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP),
- de fixer les modalités du suivi piézométrique, à savoir une mesure mensuelle sur les deux ouvrages prévus,
- de limiter la profondeur d'extraction à un niveau d'au moins 2 mètres au-dessus des PHEC de la nappe de la Craie : ce niveau sera ajusté au regard des résultats du suivi piézométrique. En tout état de cause, en début d'exploitation, la cote de la fouille ne dépassera pas 135 m NGF au Sud-Ouest de l'emprise et 139 m NGF au Nord-Est de l'emprise,
- de fixer la liste des catégories de matériaux inertes admissibles en comblement (*codes 17 01 01, 17 01 02, 17 01 03, 17 01 07, 17 05 04, 20 02 02 de la nomenclature déchets*).

Enfin, la possibilité de disposer d'un site d'observation des formations de la Craie présente un intérêt fort dans le cadre de l'inventaire du patrimoine géologique de la région, actuellement en cours d'élaboration. C'est pourquoi il est proposé, dans la mesure du possible :

- de supprimer les raccordements de terrain en biseau prévus au pied des fronts de taille situés au Nord-Est de l'emprise (*Cf. coupes de l'état final de la partie 9 de l'étude d'impact*),
- de garder une distance de recul de l'ordre de 20 m entre les fronts et les futurs boisements.

5- AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR ET PROPOSITIONS

Compte tenu de ce qui précède, le service instructeur émet un AVIS FAVORABLE à cette demande d'autorisation considérant que :

- le site existe dans son environnement actuel depuis 1999 et n'a jamais été à l'origine de signalements portés à la connaissance de l'administration,
- les conditions d'exploitation de cette carrière et la quantité maximale de matériaux extraits resteront identiques à celles autorisées précédemment,

- la poursuite d'exploitation permettra à l'entreprise BARDAT de terminer l'extraction d'un gisement de qualité et de répondre à la demande locale en amendement importante, ce type de produit étant utilisé par de nombreux agriculteurs de la région,
- le gisement restant à extraire garantit une vingtaine d'années d'activité et de fait, la pérennité d'emploi pour les 7 salariés de l'entreprise BARDAT,
- en aucun cas, il n'y aura d'amiante libre sur le site : les seuls déchets d'amiante liée seront constitués de fibrociment, qui ne seront pas utilisés pour remblayer l'excavation, ni concassés,
- les seuls déchets inertes admis sur le site pour remblayer l'excavation sont ceux visés aux pages 190/191 du dossier déposé par l'entreprise BARDAT, et constitués de matériaux inertes,
- le dossier de demande d'autorisation a fait l'objet de la procédure réglementaire complète d'instruction telle que prévue aux articles R. 512-2 à R. 512-24 du Code de l'Environnement, et notamment une enquête publique qui n'a pas fait apparaître d'opposition réhabilitaire au projet,
- les mesures proposées par la société BARDAT dans son dossier de demande d'autorisation, les réserves émises par les services consultés et complétées des dispositions prévues par le projet d'arrêté préfectoral sont de nature à prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet du Loiret d'autoriser les activités prévues par la société BARDAT sous réserve du strict respect du projet de prescriptions techniques joint au présent rapport.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement, ce projet doit être soumis à l'avis des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (formation « Carrières ») auxquels l'inspection des installations classées propose également de considérer favorablement cette demande.

L'Inspecteur de l'Environnement,
en charge des Installations Classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la région Centre-Val de Loire, Préfet du Loiret

Pour le directeur,

Signé